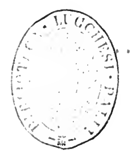
FAUT IL RAISONNER

OU

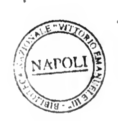
FAIRE DES PROJETS.

Dans les projets politiques qu'on enfante tous les jours on suppose les hommes sans passions et la raison incarnée descendre sur terre pour dicter ses loix.

CHATEAUBRIAND.



PARIS, 1831.



FAUT IL RAISONNER

OU

FAIRE DES PROJETS.

Que veut il le siècle puisque c'est lui qu'on fait parler ?...... Changer les institutions, créer de nouvelles formes de gouvernement, assujettir le pouvoir à l'influence populaire, établir une action et une réaction parmi ceux qui gouvernent et ceux qu'obeissent..... détruire en un mot l'ouvrage des siècles qui l'ont précédé pour le remplacer par un seul principe, une doctrine générale, une panacée politique !

*

Ce monument social érigé pièce à pièce depuis Charlemagne jusqu'à Louis seize, façonné, modulé et amélioré selon les époques, les besoins et les intérêts des peuples et des rois ; ce monument érigé par la conquête, maniéré par la féodalité, reconstruit par les concessions de la couronne et la formation des pouvoirs municipaux, agrandi par le commerce, poli par une morale plus étendue et par le sacrifice de l'égoisme; ce monument dis-je vient d'être attaqué et culbuté par des ennemis qui aiment tout reconstruire sur un plan général dans lequel ils veulent comprendre et associer les nations les plus civilisées, de même que celles qui conservent les prejugés et l'héritage des anciennes habitudes; les peuples les plus actifs et les plus intelligens, de même que les sociètés les plus indolentes et les plus éloignées du centre du développement moral ; les pays qui n'ont jamais changé ni leurs maîtres ni leurs lois, avec ceux qui ont parcouru la carrière des événemens, et des révolutions, et qu'on peut appeler les Protés des institutions politiques ; les contrées enfin les plus opposées par leur position géographique (qui donne en.

grande partie le cachet du caractère national,) les plus opposées par leurs moeurs, leurs habitudes, leurs goûts, leurs sympaties, voulant ainsi obliger les individus et les masses à subir la même métamorphose, à se façonner à la même forme d'existence sociale; à voir, à sentir, a vivre de la même manière, à subir les même symptomes, a opposer les mêmes resistences!.... La position morale et phisique de chaque nation est entrée pour beaucoup dans la classification et dans le rang moral qu'on a assigné à chaque peuple dans les derniers siècles qui nous ont précédé et qu'on pourrait appeler la restauration après la moyen age.

Un des grands résultats dont jouissait l'Europe après tant de sang repandu, de traités échangés, de limites fixées ce fut celui de faire disparaître cette prépondérance politique dessinée et exercée par le fils de Pépin, burinée et menacée par Charles V. Chaque nation après le traité de Westphalie fut placée dans son échelle, reçut sa vitalité politique et individuelle, et une espéce d'indépendance réciproque des petits comme des grands états formait le bien être du dix-huitième siècle.

Aucun gouvernement ne se croyait le droit de contrôler et juger l'organisation interieure d'un peuple, ni trouver mauvais que dans un pays il y eût plus de prêtres que de soldats, dans un autre plus de soldats que de gens sans uniforme; dans un troisieme que le bas peuple ne sût ni lire ni écrire; dans un quatrième qu'on suivît les usages inconnus ou opposés à d'autres pratiqués dans d'autres pays; qu'on eût des croyances et des superstitions envisagées comme absurdes par tous ceux qui en suivaient d'autres peut être plus absurdes; de sorte que la masse générale de l'humanité européenne se présentait classifiée, portant dans ses differentes parties une physionomie particulière, véritable cachet de la position géographique, des différentes lois, des différentes langues, des habitudes, du commerce, et de cette attitude morale si variée qui bien loin de nuire au bien-être général, lui donnait un caractére de famille comme dans les sociétés privées.

Ce qui formait le principe des siècles qui nous ont précédés est désavoué à ce qu'il parait, par le nôtre, grace à tous ceux qui prétendent régler la marche morale et politique du genre humain.

La révolution française du 89 n'alla pas si loin, j'ose-dire, en fait de prétentions pour le changement général de l'ordre chez les nationsétrangères, car elle ne se servait de ses principes que comme un moyen de conquête : son républicanisme n'était alors que son artillerie de siège; mais elle ne dogmatisa pas autant, ni d'une manière aussi dictatoriale que de nos jours; et si même elle l'eût fait elle n'avait pas encore pour elle l'expérience de tant de calamités produites par ses doctrines reçues dans les autres pays ; elle avait plus d' excuses et moins de responsabilité, plus d'illusion et moins de souvenirs. Maintenant c'est tout le contraire; ainsi on devrait penser et juger d'après ce qu'on a vu et éprouvé; et puisqu'on veut absolument se proposer pour bût de fondre tous les peuples pour leur donner la même physionomie; puisqu'on veut censurer ce qui existe chez les autres, rélever les fautes et les inconveniens des gouvernemens étrangers, et se donner à toutes les nations pour modèle, afin de les engager à une parfaite imitation, il faut, dumoins, persuader et convaincre les masses aux quelles on veut faire partager sons ort que l'exemple qu'on leur présente est avantageux,

utile, séduisant. — Après avoir prouvé cette première thèse il faut aussi connaître, si les raisons et les faits énoncés pour induire une nation à changer son état pour un autre, soient vrais, positifs et tels qu'on les expose et on les juge; si enfin la position, les circonstances, les intérêts, le developpement moral de la nation, de la contrée ou de l'étât dont on veut faire des prosélytes conviennent à la nouvelle condition qu'on leur offre.

Le sujet et les questions dont je parle sont de la plus haute importance non seulement par leur nature; mais parce qu'elles paraissent décidées, avant d'être examinées, par le libéralisme, aussi, bien que par le parti ministeriel dans les brochures et les feuilles publiques françaises; car le rôle de contrôler les gouvernemens et prescrire des métamorphoses politiques on peut dire être particulièrement français: l'Angleterre ayant rarement pensé à faire servir la liberté de la presse à la censure continuelle de l'organisation interieure des pays étrangers et à l'appel à l'utopie constitutionnelle.

Après le trente juillet ce projectile insur-

rectionnel qui devait se répandre dans toute l'Europe, n'ayant pu atteindre d'une manière vigoureuse et directe l'Italie, cette contrée ne pouvant être assimilée à la condition des Belges et des Polonais, ne fut pas pour cela abandonnée par la trop dangereuse philantropie politique: elle est dans ce moment l'objet des conseils et des insinuations des personnes de tous les partis en France, et parmi tant d'autres égaremens on s'occupe des projets pour son sort futur; car de même que les artistes ne croyent pas avoir reçu le baptême du génie et des talens, s'ils ne sont applaudis a Florence et a Rome, et s'ils ne chantent sur les planches du théatre où Néron mendia les applaudissemens, de même on ne croit pas au vrai triomphe des chimères libérales, si elles ne germent dans cette Italie qu'on veut faire supposer avoir été la souree de la soi-disante liberté et le foyer de l'indépendance (ou des insurrections.)

Un article sur le midi de l'Italie parle de la Toscane, de Rome et du Royaume des deux Siciles, d'aprés les données qui sont très-peu exactes, et annonce des projets qui supposent une toute

autre contrée que celle dont on veut parler.— Qu'il me soit permis de tracer rapidement le tableau de cette Italie qu'on veut faire croirè avide de nouvelles institutions, et de cette liberté dont les fruits améres ne répondent pas à l'arbre qu'on veut élever.

Quelle est l'époque où cette péninsule, toujours morcelée, a désiré être indépendante à la manière des liberaux? Aucune. Le quatorziéme, quinziéme et seiziéme siécle, où les lettres donnérent à ce pays un éclat supérieur aux autres et où on croit trouver plus d'exemples de ses institutions libérales dont on veut parler, sont ceux qui offrent plus de convultions et moins de garanties pour des gourverments sages et durables. Dans les deux premiers, deux pouvoirs d'influence, les empereurs d'Allemagne et la cour de Rome, se partageaint les destinées de cette péninsule : deux grandes factions luttaint pour se renverser réciproquement sans autre bùt, que celui de la vengeance contre le parti opposé, ni d'autres résultats, que les calamités publiques. Plusieurs de ses différents états n'ayant ni organisation démocratique, ni forme aristocratique, ni dépendance monarchique

bien caracterisées, le peuple, instrument des factions débordait avec férocité en toute occasion qu'on lui présentait; ainsi n'existait aucun droit réel, d'un côté, pas plus que d'un autre; et on peut dire qu'à mesure que chaque faction triomphait, le pouvoir changeait, et prenait une attitude différente.

Les Italiens dans ce tems là comme dans les siécles précédens ne connurent d'autre politique que celle de se placer sous l'influence d'une force étrangère. A peine une grande querelle éclatait dans une ville, que les Guelfes appelaient à leur secours les Rois de France, et les Gibelins les princes Allemands. — L'apparition de ces princes étrangers ne servait qu'aux vengeances particuliéres, aux proscriptions, au renversement de tout ce qui existait. C'était, pour ainsi dire, l'objet pour le quel on les réclamait; ainsi tous ces pouvoirs protecteurs ne pouvaient faire aucun bien à la contrée qui les attirait.

C'est bien difficile d'expliquer la contradiction de vouloir d'un côté s'émanciper de l'influence des maisons régnantes, et rechercher en même tems leur protection, accordant cette même au-

torité qu'on voulait détruire! Par cette politique, les Italiens devaient peu à peu se trouver sous la domination des particuliers ambitieux, et ensuite sons celle des puissances étrangères, accontumées déjà à regarder l'Italie comme une contrée, dont elles pouvaient disposer.

La reconcentration des petites villes ayant ensuite assujettie l'Italie à des pouvoirs qui pouvaient assurer son repos, cette contrée commenca a jouir du bonheur de sa nouvelle condition; et se formant autour d'elle des grands Etats, les factions disparurent, et son génie et son sol lui assignèrent le rang, qu'elle prit parmi les puissances européennes jusqu'à le fin du dix huitieme siecle.

Quelle était en effet la véritable physionomie de l'Italie avant la révolution francaise? Le Piémont ayant acquis une grande considération par la politique et les talens militaires de ses rois, son alliance était recherchée par toutes les puissances et son administration admirée, et louée. La Lombardie heureuse et tranquille, illustrée par son aristocratie, qui avait donné des grands guerriers et des citoyens trés distingués, n'était occupée

qu'à exploiter les trésors de son sol et donner des gages de sa fidélité à la maison d'Autriche, pendant que les Pays-Bas se révoltaient. La Toscane, sous le Prince le plus éclairé et le plus sage, n'avait aucune raison de regretter la célébrité qu'elle avait acquise sous les Médécis : elle jouissait de la libertè sans agitation, et le génie de ses habitants n'avait plus besoin de choisir un parti. — La cour de Rome, ayant renoncè à prendre part à la politique des autres états, n'étant plus ni guerrière ni arbitre, avait tourné ses soins à relever les anciens monumens, que les troubles politiques, auxquels autre fois le Vatican avait pris part avaient empeché de soigner et faire renaître. Les universités florissaient dans les légations, l'état romain était une pépiniére de sciences, de lettres, de beaux arts; les peuples étaient heureux, et les voyageurs venaient rendre l'hommage de leur admiration sans y apporter les graines de la discorde. Le royaume de Naples et de Sicile, ayant cessé d'étre province de l'Espagne, sentait le bonheur d'une existence propre et indépendante. Charles III, législateur de son nouveau Royaume, avait laissé en héritage

les soins que ses successeurs devaient apporter au bonheur de leurs peuples. Son fils avait été le Roi bien aimé de ses sujets; dans l'étranger on l'appellait le Roi bienheureux, et le peuple napolitain sommeillait dans la jouissance de son repos. Alors par toute l'Italie les Princes étaient adorés par leurs sujets, et la voix de ceux-ci n'était ni ménaçante ni insubordonnée.

Voilà le véritable tableau d'une contrée qui présentait partout bonheur social, calme et tranquillité, indépendance morale et politique, gages de la prosperité des différents peuples, qui prenaient tous le nom de leur patrie commune, fiers de pouvoir présenter une existence fortunée unie au prestige de tant de souvenirs.

Qu'a-t-elle gagné l'Italie aprés la première révolution française? Les peuples séduits et trompés, ont déserté les drapeaux de leurs rois; tout l'édifice de la péninsule a commencè à crouler; la conquête s'est emparée de ce qui faisait l'orgueil de la nouvelle Italie; on ne sut plus distinguer le caractére ni le génie de ses peuples, qui savaient se contenter d'être heureux; on les engagea à se révolter contre leurs princes et contre leurs

lois; on attaqua et on détruisit les principes qui les rendaient contents et dociles; on tarit toutes les sources financiéres; on démoralisa la nation; on ne comprit plus l'Italie ! ! Théatre de toutes les pharses démagogiques, elle joua tantôt les rôles de république, tantôt de province française, tantôt de royame séparé, et toujours d'esclave des maîtres ou du maître au de lá des Alpes.

Les soidisants principes d'indépendance et de liberté ne servirent qu'à faire des conscrits et des soldats. Les universités et les sanctuaires furent transformés en lieux d'exercises militaires; on vît l'artiste paisible de l'Arno, le poète du Tibre guerroyer dans les plaines d'Austerlitz et des Moskou. L' Italie du dixhuitième siécle avait disparu, et aucune nouvelle considération ne pouvait encore lui donner quelque titre pour la rappeler.

La restauration avait commencé déjà à lui rendre sa physionomie, mais la presse française s' était chargée de troubler son repos; et comme si on ne pouvait pas permettre à aucun peuple de vivre à sa manière, les doctrines de l'ancienne révolution furent de nouveau proclamées pour exciter les nations à être mécontentes des pou-

voirs qui les gouvernaient. Des essais ont été faits dans les deux extrêmes de l'Italie, au moment même où on jouissait d'une prospérité qu'on aurait pu prendre pour modèle. De tels essais n'ont servi qu'à faire rétrograder ce bien être qui était l'apanage des gouvernemens sages et modérés. Dans moins d'une année l'aisance et cet amour de l' ordre qui assure la confiance publique disparurent, et les calamités inséparables des catastrophes politiques changèrent en deuil les jours de prosperité de la peninsule!

Cette expérience aurait du corriger les faiseurs de projets, et les engager à laisser tranquille la marche des gouvernemens et le sort des peuples. Mais la révolution du 30 juillet fit renaître plus que jamais le désir d'associer l'Italie au sort de la France. Les symptomes de la Romagne excités par le foyer turbulent de Paris, et calmés par une espèce d'intervention passagère, prêtent dans ce moment le sujet à des plans chimeriques, qu'on voudrait faire agréer par des conseils, des insinuations, et des intrigues. Voyons un peu quel est le modéle qu'on présente à cette Italie, sujet d'affection des novateurs, pour l'engager à risquer son lot politique.

Nous sommes forcés maintenant de séparer le gouvernement français d'une portion de la nation, qui parle et agit en parti d'opposition aux personnes du pouvoir et au sistème d'administration.

Le gouvernement actuel, dés qu'il s'est vu constitué et reconnu, a senti la nécessité de se rapprocher des principes qu'on avait attaqué et culbuté. Il a cru même nécessaire de ne marcher autrement qu'en imitant en partie tous ceux qui l'avaient précédé, soit dans la marche intérieure, soit dans les rapports et la base des négociations avec les puissances étrangères.

A peine jouissait-il de son inauguration, qui avait étouffé déjà les remords et la voix des siécles, que le ministère se vit forcé de s'opposer aux prétentions et aux excés d'un parti, qui toujours exagéré dans sa marche, voulait lever le bouclier contre le système même qu'il avait proclamé. Environné des dangers produits par les exigeances populaires et par la licence de la presse, le gouvernement a du poursuivre les journaux, arrêter les émeutes, traduire devant les tribunaux les personnes mêmes qui

dans d'autres occasions, avaient réclamé la justice de leur cause. Le côté gauche, qui à force de révéler les abus du pouvoir absolu déchu, par le nombre de ses clients avait renversé Charles X, s'est trouvé en opposition directe, et en hostilité avec les trois ministères qui s'étaient succédés dans cinq mois; et ce gouvernement, enfant d'une révolution protégée par les coryphées du parti populaire, se voit maintenant forcé de réprimer dans ce parti même l'action qui jusqu'à un certain point lui avait été favorable.

Quant à l'extérieur, le cabinet du palais royal abdiquant l'héritage de propager la révolution dans toute l'Europe lorsqu'il pouvait s'emparer de la terreur inspirée dans les pays étrangérs par la frénésie des premiers événemens de Juillet et d'Août; préférant de vivre en bonne intelligence avec les grandes puissances, et borner la révolution à une affaire de famille par le principe même de cette non intervention proclamée comme un dogme de la nouvelle croyance, s'est toujours efforcé de conjurer avec prudence toutes les aspérités qui auraient pu alarmer les cabinets, et compromettre la politique générale de l'Europe, qui se croyait

déjà assez menacée par les événemens. Mais le parti qui avait changé l'ancienne dynastie, a voulu faire de la révolution une affaire européenne et pas une affaire particuliére à la France. Il a excité les Belges, encouragé les Polonais, égaré une partie des Italiens, criant toujours qu'on devrait défendre, appuyer, protéger tous ces peuples insurgés. Il y a donc en France deux manières de voir les affaires de l'intérieur, ainsi que cellés qui regardent les autres nations. Quel est le résultat de ce contraste continuel, qui tient aux prises le pouvoir et les partis, l'action centrale du gouvernement et l'action multipliée de la résistance qui s'élève dans toutes les provinces comme un véritable tumulte qui paralise tout, exepté la force de faire de l'opposition? Ce resultat nous l'observerons dans le tableau qu'offre une grande partie de la population française dans ce moment.

On a tout fait pour déprécier la royauté et couronner l'anarchie: on a des clubs, des associations nationales, des adresses de collèges, des levées de chouans, des arbres de liberté et des drapeaux tricolores plantés avec une joie chaque fois nouvelle, comme si on doutait

de la possession de ces emblèmes ; car on se réjouit d'une chose dont on fait l'acquisition, et pas de ce qu'on possède déjà. Mais ces Saturnales politiques renouvellées à chaque instant sous mille prétextes, tantôt pour un procés, tantôt pour un anniversaire, ou pour un enterrement, ou pour une fête de village ; ces Saturnales, dis-je, toujours emblématiques, et qui font l'occupation et le patriotisme des gens désœuvrés, ou de ceux qui ne peuvent ni endurer l'ordre, ni vivre sous un gouvernement paisible ; ne sauraient avoir d'autre objet que celui de recommencer les scènes de juillet, ou de donner à cette dernière révolution un résultat qu'on voudrait faire partager à toute l'Europe.

D'aprés cela, je demande comment on peut présenter de tels modèles pour séduire et engager les autres nations à les imiter ; et comment on peut dire dans un article de la Revue « qu'il « faut cerner Rome comme la Lombardie par la « liberté et la tourner au lieu de la prendre d'as- « saut » C'est plustôt vouloir cerner ces états, comme tant d'autres, d'une matière combustible la plus dangereuse, faite pour volcaniser les na-

tions,les jeter dans le trouble et dans le désordre, sans pouvoir leur assurer ni repos ni bonheur.

Toutes ces démonstrations de chouannerie, de clubs, d'inaugurations d'arbres et de drapeaux; ces cris tumultueux renouvellés à chaque occasion et sous mille prétextes, étaient aussi les symptomes de l'ancienne révolution, mère féconde de tous ces mélodrammes joués par un peuple abusé pendant quinze ans. — Qu'a-t-il fallu pour les faire disparaître? L'unité du pouvoir exercée par un homme absolu. De quels moyens s'est-il servi cet homme pour éteindre les lumières de toutes ces ombres chinoises qui l'importunaient? De la guerre!, de ce même moyen qu'on réclame maintenant, et que le parti soi-disant ami des institutions libérales est impatient de voir réalisé!

Quelle contradiction de mouvement! Quelle divergence d'idées et de principes! Que d'ambitions et d'égarements! Quel chaos de passions en jeu, de sentimens honnêtes et vertueux mêlés à d'autres enfantés par l'égoisme, et l'intérêt! Que d'espérances frustrées, de calculs avortés, de projéts ou sages ou chimériques ou coupables! Que de collisions et de contrastes formant ensemble un mosaïque

qu'on veut présenter pour modèle à cette Italie, qui doit se croire bien heureuse d'étre préservée d'une contagion qu'elle n'aurait ni la force ni les moyens de supporter! C'est maintenant à nous qu'il convient de dire ce qui dit l'anteur de l'article sur le midi de l'Italie. « Etudier un peuple « ce qu'il est, c'est toujours savoir ce qu'il sera « et surtout ce qu'il a besoin d'être. » Ainsi si on voulait juger de la France par les partis qui l'agitent; nous pourrions dire *que certes, elle ne sera pour long tems ni tranquille ni bien heureuse* et nous ajouterons qu'elle *aura besoin ou de changer l'esprit public qui la tient toujours en fermentation, ou de changer les institutions que la rendent si turbalante.* —

Croit-on, d'apres cela, persuader que les gouvernemens absolus sont la pépinière des malheurs des étâts, et qu'il n'ya que l'influence populaire qui puisse assurer leur bonheur?

En Italie on ne connaissait pas la valeur des mots *dette publique, impôts extraordinaires, emprunt étranger* etc: avant les essais des révolutions qu'on a fait dans plusieurs pays de cette peninsule. Dans le royaume de Naples, avant la prémière révolution

plusieurs villes jouissaient de leurs chartes; toutes les communes de leur organisation; la notabilité avait une espèce de représantation, et toutes les classes étaient riches, heureuses et tranquilles. Ce beau dessein morale et politique qui avait reçu la sanction du tems et du bonheur publique, fut effacé et détruit par les premières innovations introduites par la révolution Française, et ensuite suivi en partie par le gouvernement militaire. La restauration avait commencé à réédifier l'ancien édifice; avec elle l'ordre et la confiance publique étaient reparues, ensuite l'aisance et même la richesse garanties par une sage liberté. Mais l'époque du 1820 et 1821, ouvrage du libéralisme, plongeant de nouveau le royaume des deux Siciles, ainsi que d'autres pays, dans la détresse, la dette publique et de nouvelles impositions, furent leur partage, et maintenant ce sont les gouvernemens absolus qui sont chargés d'y réparér!

C'est une chose bien remarquable, que toutes les fois qu'un changement politique (produit insurrectionel) laisse un pays en lambeaux, accablé de dettes, sans commerce, sans confian-

ce, sans argent, exposé aux caprices de millions de législateurs, c'est le pouvoir suprême, c'est la couronne, ou pour mieux dire, c'est la monarchie absolue qu'on charge de la redemption de tous les maux, causés par le soidisant patriotisme. Mais résumons nos idées. Quels sont en réalité les avantages qu'on peut garantir aux peuples, dont on veut changer leur sort ? Les voici.

La liberté de la presse, qui exiterait toutes les passions, savourerait toutes les vengeances, sans donner un sol de plus au revenu de l'état— Une tribune qui se chargerait d'attaqner et faire tomber tous les ministres, les uns après les autres, d'accabler la nation du double, et du triple d'impôts avec défense expresse de s'en plaindre, puisque ce sont ses représentans qui l'ont voulu. — Une pépinière de partis pour troubler légalement l'ordre et le repos publique — Des doctrines pour anneantir le sentiment de la réligion de nos pères; ce culte qui est l'espérance de l'être moral; cette croyance qui sert de talisman, contre le pouvoir de l'infortune; et pour déprécier les droits de la couronne, tout en faisant profession de respecter la personne du Roi .... Voilà les ca-

deaux qu'on voudrait faire aux peuples qu'on suppose dans le besoin d'améliorer leur sort.

Nul doute qu'aprés le jeu funeste de toutes les ambitions populaires, les sociétés se trouvent hors d'équilibre; tous les hommes sortis hors de leurs classes ne peuvent plus se reconnoître, ni marcher dans une direction uniforme ... ainsi est disparu cet ensemble de soins de famille qui occupait les individus, et assurait l'harmonie publique En se croyant en droit de détruire ce qui a formé jusqu'à nos jours l'ordre moral et politique, ou à se soustraire à cette obeissance qui assurait le repos et la marche des gouvernemens, on ne travaille qu'à l'excentricitè de l'action sociale.

Par cette attitude chancellante, les gouvernemens sont dans la nécessité de conjurer tout ce qui pourrait être d'obstacle au bien-être générale, mais pas avec des moyens qui ne feraient que l'accroitre, comme tout ce qui est prescrit et conseillé par les doctrines de certains écrivains français—Diviser le pouvoir, c'est toujours mettre aux prises ceux qui obeissent avec ceux qui gouvernent; le reunir et le reconcentrer c'est pré-

server un étât des malheurs d'une anarchie plus on moins violente, plus ou moins terrible, plus ou moins organisée mais toujours opposée au but que se proposent les sociétés tranquilles.

Où fonder la necessité de donner des conseils pour le sort de l'italie? Ses vicissitudes politiques n'ont rien de commun avec celles des peuples qu'on voudrait aider et protéger. La Belgique fut donnée au Roi de Hollande par le congrés de Vienne, voilà un prétexte pour se méler du sort des Belges. (tout en proclamant le principe de la non intervention) La Pologne a été deux fois morcelée, deux fois reorganisée, changeant de maître, d'institutions, de limites; voilà encore un prétéxte pour *philantropiser* sur son encienne existence, ou pour reclamer les engagemens contractés au Congrés de Vienne. Mais le midi de l'Italie dont on parle n'a eu que sa restauration légitime. — Si on avait quelque chose à reclamer pour cette contrée c'était au tems que l'usurpation pésait sur son sol.

Heureusement pour l'époque qui nous attends les peuples, ou dumoins la partie saine des masses est forcée à comparer et à juger sur son propre

sort. Ce qui a été, et ce qui est, sont en perspective pour prouver de quel coté pésent les calamités, ou les garanties sociales et les avantages de la vie privée et publique.

Tout ce qui vient de se passer sur le grand théatre de troubles et de convulsions politiques est le véritable procés que les deux partis plaident en présence de deux cent milions d'hommes avec les documens du présent et du passé. — Chaque nation est maintenant en état de faire son calcul exacte de tout ce qu'elle a perdu dans le tems des révolutions, et de tout ce qu'elle a gagné sous les gouvernemens rédenteurs qui par l' unité de leur action ont su réparer les malheurs des illusions populaires. C'est une affaire d'aritmétique morale, qui ne peut plus désormais donner de faux résultats. Qu'on interroge les peuples du royaume de Naples dont on parle dans l'article sur le midi de l'Italie; qu'on leur dise de comparer tout ce qu'ils ont souffert des révolutions à la fin du dernier siecle, et de celle du siecle actuel, avec le bonheur et le repos dont ils jouissent sous le pouvoir paternel du jeune Roi Ferdinand;.. pas une seule voix de ces Abrucces, de ces Cala-

bres (citées par le même auteur) ne s'éléverait pour regretter ce tems où l'existence civile et politique de la nation entière a été compromise, et exposée aux plus grands dangers, où les fortunes privées et publiques ont été sacrifiées, et englouties ! Pas une voix ne ferait écho aux doctrines qui menaceraient le rennovellement des scènes dont le seul souvenir ouvre les plaies difficiles à guérir. — Tous les accents ne s'accorderaient qu'à exprimer la joie de vivre sous la protection d'un prince qui apparait à ses sujets comme le prysme de l'espérance salutaire qui fait oublier les malheurs passès pour se livrer sans reserve au bonheur de l'avenir garanti déjà par le caractère du jeune Monarque. C'est autour de lui qu'on veut *reserrer les aggréations individuelles* (expression de l'auteur de l'article sur le midi de l'Italie qui lui donne pourtant une toute autre signification et un tout autre objet) c'ést sur lui seul qu'on se repose du soin de la félicité publique sans la compromettre en la confiant aux ambitions populaires, véritable vandalisme qui agit sur le repos des nations ! —

Le pouvoir de l'Eglise a triomphé de toutes les vicissitudes politiques qui ont ébranlé les

trônes; les persécutions qu'il a endurées de la part du despotisme conquérant n'ont fait qu'ajouter de la force à son sceptre. — Si quelque modification, si quelque changement dans l'administration intérieure de ses domaines étaient nécessaires, ils ne doivent pas être l'ouvrage d'une insurrection, parcequ'une insurrection est toujours un moyen violent, illegal, anarchique, dont les resultats ne peuvent être ni approuvés, ni reconnus.

L'influence de la cour de Rome en Italie a été de tout tems salutaire : elle a favorisée l'indépendence des anciennes républiques italiennes, et a servi à calmer les vengeances des partis qui se jouaient du sort de leur patrie. Le pouvoir du chef de l'Eglise a été pour la péninsule un pouvoir de bienfaisence, et pour les étrangers il a été l'asile et le consolateur de tous les individus persécutés, de toutes les notabilités à grandes infortunes, qui lui ont payé d'ingratitude les soins généreux qu'il leur a prodigués, voulant s'emparer par la force du même toit hospitalièr, qu'on leur avait offert Si dans les derniers tems la cour de Rome s'est vue obligée de surveiller l'esprit pu-

blique, c'est en consequence des troubles exités aux delà des alpes, dont l'exemple funeste a porté ses fruits même dans l' autre émisphère, et menace d'embraser la terre entière . . . . Spectacle effrayant pour le repos de l'humanité ! . . .

Ah si au fond du coeur des mortels il y a une conscience qui nous donne le sentiment des fautes commises, et nous fait éprouver le poid d'une responsabilité immense pour les milliers de victimes immolées aux faux principes, et aux théories chimériques, soutenues par la frénésie, et le délire des ambitions, qu'on doit être épouvanté à ce bouleversement général qui présente le tableau de toutes les Nations séduites et entrainées par le vertige des réformes libérales, bouleversement qui engloutit les fortunes, les réputations, les existences des peuples entiers ! !

. . . . *Momento mare vertitur*
Eodem die ubi luserunt navigia sorbentur.

(IUVERNAL.)